

## ***Au temps des images d'Empire***

Ce livre est le fruit d'une découverte, celle des fonds photographiques de l'Agence économique des colonies, dont a hérité la Documentation française au lendemain de l'indépendance des anciennes colonies de la France en Afrique subsaharienne, et des archives du ministère des Affaires étrangères, qui regroupent les séries photographiques concernant l'ex-Afrique du Nord française. Il s'agit d'un fonds d'images qui fut au cœur des services d'information du gouvernement français, quand celui-ci s'attachait à promouvoir l'action de la France Outre-mer. Ces collections photographiques rassemblent plusieurs dizaines de milliers de documents sur l'Afrique (Maghreb, Afrique noire et Madagascar), dont la grande majorité a été produite entre 1930 et les indépendances. Sans épuiser tous les aspects de l'histoire coloniale de la France, ce fonds en préserve pourtant l'essentiel. Ce matériau visuel restitue aujourd'hui un regard multiple : celui du photographe, celui de ses commanditaires, celui enfin que portera le public, à travers ces clichés, sur l'Afrique et ses populations. Ainsi peut-on entrevoir comment se forme, se structure et perdure un imaginaire. L'utilisation massive de la photographie par les agences issues du ministère des colonies, supplantant progressivement le dessin et la gravure, est concomitante de l'*apogée coloniale* que connaît la France au début des années 30. Systématisé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le support photographique devient le vecteur principal du discours officiel de la République à la veille des indépendances. C'est par conséquent à travers ces clichés qu'il est possible d'appréhender l'histoire coloniale qui, trente ans après les indépendances, est encore forte de passions, de souvenirs et d'ambivalences.

Ces documents photographiques ont été utilisés dans la grande majorité des brochures, revues et ouvrages, tant officiels que privés. Ils sont classés par thèmes dans les fonds documentaires issus de l'Agence économique des colonies, des agences des différents territoires coloniaux ou dans le fond du ministère des Affaires étrangères. Ces thèmes sont toujours les mêmes, quels que soient les pays photographiés et peuvent se regrouper en cinq ensembles principaux, eux-mêmes redistribués en de nombreux sous classements au sein de l'Agence ou de services des archives des Affaires étrangères. Tout d'abord, le thème des infrastructures et de l'économie : « Bâtiments officiels », « Canaux et barrages », « Rades Ports », « Mines », « Urbanisme », « Aviation », « Séries économiques et sociales », « Routes et ponts », « Transports », « Pétrole », « Commerce-Industrie », « Chemins de fer » ; en second lieu, le monde rural et l'agriculture, avec les « Cultures », l'« Elevage » et la « Chasse » ; puis les éléments géographiques et biologiques concernant le pays : « Flore », « Bois et Forêts », « Fleuves rivières » (avec parfois les « Pirogues »), « Faune », « Paysages », « Montagnes » ; les documents sur la mission civilisatrice, comme l'« Assistance médicale », l'« Enseignement » ou l'« Alimentation » constituent le quatrième thème ;

enfin, viennent les documents sur les populations, avec d'une part les « Coloniaux » et d'autre part, les « Types et races » ou les « Populations indigènes », l'« Art ou l'« Artisanat » ( parfois le « Folklore »), les « Coiffures » les « Danses et les Jeux », l'« habitat traditionnel », la « Vie quotidienne », les « Religions », les « Armes », les « Bijoux », les « Costumes », les « Mœurs et Coutumes », et plus exceptionnellement les « Tatouages ». A ces séries thématiques, nous pouvons ajouter les « Fonds historiques » qui regroupent des documents plus anciens, des photographies de voyages officiels, de personnalités politiques et de l'administration coloniale française, etc.

Cette classification des documents en séries de sous thèmes reflète la fonction de propagande de l'Agence. Ces séries offrent une vision sélective, partielle et orientée de l'Afrique. La quasi-absence de clichés sur les maladies endémiques (si l'on excepte une série sur la lèpre réalisée à Madagascar), sur les villes et villages touchés par la disette, sur les religions africaines (en dehors de leurs représentations folkloriques), sur le travail forcé, sur les forces de police ou l'armée française ( avant la guerre d'Algérie), sur les troubles politiques avant le milieu des années 50 (six photographies seulement pour illustrer l'insurrection malgache de 1947 et aucune sur le soulèvement de Sétif et Guelma en 1945) et jusqu'en 1955, sur les personnalités des mouvements nationalistes. Ces manques attestent des silences organisés par les services de documentation. Pour comprendre les discours tenus à travers ces images, il nous faut aussi parler de cette aphasie. Ces milliers de clichés officiels, d'« information et de propagande » suivant la définition du plan en 1950, dessinent une mémoire coloniale marquée par sa fonction missionnaire et offre un très riche matériel historique, ethnologique et anthropologique. Ce double aspect rend délicate l'approche de ce corpus : comment appréhender dans un mouvement la fonctionnalité mais aussi les limites induites par la raison d'être et l'utilisation de ces clichés qui ont leur rythme propre, bien souvent éloigné de la chronologie des événements liés à l'entreprise coloniale) sans occulter par ailleurs leur réelle richesse documentaire ? C'est un peu la gageure de ce livre que de vouloir étudier, en rassemblant des auteurs parmi les meilleurs spécialistes de la question, des anthropologues, des historiens ou des sociologues, le regard de la France officielle sur « son » Empire, sans négliger la dimension documentaire de ces clichés.

Les photographies de l'Agence générale des colonies, puis de l'Agence économique des colonies à partir de 1941, ont été à la source de la majorité des représentations sur cet Empire tout au long de ces trente années. Les clichés étaient généralement l'œuvre de photographes indépendants, chargés d'une mission photographique par l'Agence, ou de fonctionnaires coloniaux. On peut citer quelques noms qui émergent de ce corpus. Ceux de Germaine Krull, photographe de la France libre et auteur d'un reportage sur l'Afrique noire, André Martin, Bernard Lefèbvre (auteur de plus de six cents clichés rassemblés sous le nom de *Mission Ellebé*), Bertrand Lembezat (administrateur colonial en AEF), Pierre Verger, J. Belin,

François Kollar, Léon Herschtritt (prix Niepce en 1960), Robert Carmet et Claude Sauvageot. De nombreuses séries sont anonymes. D'autres enfin proviennent d'organismes officiels français et étrangers (y compris de photographies de pays extérieurs au domaine colonial français), comme l'UNESCO, l'Orstom ou de laboratoires privés, comme les agences Afrique Photo ou Almasy, qui permettaient au ministère des Colonies et à celui des Affaires étrangères de compléter leurs collections photographiques.

Cette production iconographique, malgré sa richesse et sa diversité, semble standardisée à l'extrême. De fait, les bons de commande et les archives des différents services montrent un esprit directif des commanditaires de ces missions photographiques.

Les fonctionnaires de l'Agence et du Ministère des Colonies qui avaient en charge les relations avec les auteurs des photographies n'imposaient jamais une liste des clichés à réaliser. Cependant, ils proposaient des sujets, prenaient au préalable les contacts avec les représentants des sites à visiter (autorisation de photographier) et les recommandaient aux photographes, insistaient sur certains types de sujets à réaliser.

Ces sujets étaient centrés sur la propagation de l'idée de la « mission civilisatrice » de la France, la mise en valeur des réalisations économiques et sociales de la métropole, la volonté de montrer les richesses naturelles du continent, etc. Avec les clichés de photographes indépendants, d'organismes officiels ou de laboratoires privés, les services de documentation complétaient leurs collections.

Les documents, une fois réalisés, étaient catalogués par les services de l'Agence, une légende ou une mention obligatoire était rédigée et figurée au dos du cliché (à côté, dans certains cas, de la date d'entrée dans le service, du nom de l'auteur, etc.).

Ces photographies, comme le rappellent les annotations figurant au recto, ont été largement utilisées dans la réalisation de très nombreuses brochures publiées par le ministère des Colonies, puis par le ministère de la France d'Outre-mer et encore aujourd'hui pour les clichés postérieurs à la colonisation, par le ministère de la Coopération : mais aussi par le gouvernement général de l'Algérie, les agences des territoires et fédérations (Indochine, Madagascar, AOF, AEF, etc.), les services d'information de la résidence du Maroc ou ceux de la Tunisie, par l'Agence elle-même, la ligue maritime et coloniale française ou la Documentation française (pour l'essentiel dans la série des publications, la *Documentation française illustrée*). Les revues spécialisées, comme *l'Encyclopédie mensuelle d'Outre-mer*, *La vie Africaine*, *France Outremer*, *Les cahiers de la France d'Outre-mer*, *Dakar-AOF*, *Réalités Africaines*, *AOF Magazine*, *Togo-Cameroun*, *Bled*, *Tropique*, *Mer et Colonies*, *Mer et Outre-mer*, *Réalités*, *Union française*, *Algéria*, *La vie de la France et de l'Union française*, *Nouvelles réalités algériennes*, *l'Afrique en marche*, *Marchés coloniaux*, etc., comportent également en majorité des illustrations issues de ces fonds. Le service de documentation de l'Agence économique des

Colonies (puis agence de la France d'Outre-mer ou Agence FOM au lendemain de la Seconde Guerre mondiale) fonctionnait comme une agence de presse (sur les listes de journaux travaillant avec l'Agence, que ce soit avant, pendant ou après la guerre, aucun titre national ou régional important ne manque).

Il est certain que bien peu de quotidiens ou de périodiques avaient la possibilité de posséder un fonds iconographique aussi important. De plus, il faut replacer ces relations entre la grande et l'Agence dans un cadre plus large. En effet, il était courant que des articles, des notes d'information, des enquêtes soient commandités et rémunérés par le service. Enfin, l'Agence fournissait régulièrement aux services diplomatiques, et notamment au service de presse de l'Ambassade de France à New York, des séries de photographies qui insistaient sur l'action de la France sur ses colonies Africaines. Ces efforts soulignent l'enjeu de l'information sur les colonies au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Une étude montre que plus de 70% des photographies utilisées dans le cadre des publications spécialisées ou brochures photographiques (comme *Pédagogie pratique* ou la *Documentation photographique*) sont issues des collections des différents services de l'Etat et près de la moitié des photographies des périodiques généralistes proviennent des mêmes fonds. Les reportages en Afrique française (en excluent le cas particulier de l'Algérie en guerre) étaient rares et coûteux et les fonds iconographiques de l'Agence étaient composés de documents d'une très bonne qualité technique. Aussi, la diffusion massive de ces photographies a-t-elle marquée la perception de l'Afrique « française » de plusieurs générations de Français et d'Africains. L'Afrique dont il est question ici est, dans une large mesure, une construction intellectuelle, une fiction élaborée pour mettre en valeur les aspects positifs de l'action coloniale. Ces images sont éléments d'un discours, d'une narration qui, à travers l'Afrique, mettent en scène la France. On tente ici de saisir ce discours, d'en prendre la mesure historique, d'en évaluer les effets sur les destinataires. En cela, les clichés parlent autant de la métropole, du discours colonial que de l'Afrique elle-même. L'image de l'Afrique que nous offrent ces documents photographiques reflète également une évolution. Il s'en dégage trois tendances de la photographie officielle, même si certains thèmes traversent toute la période sans altération décelable. Trois périodes, en effet, rythment ce corpus. Les reportages photographiques sur le continent africain dominant tout au long des années 1930 et 1940 et correspondent à une attention particulière portée à la faune, à la flore, aux paysages, mais aux populations, aux mœurs, à la vie sociale et culturelle, à la vie quotidienne, à l'habitat, etc. Dans une seconde période, les photographies des fonds de l'Agence se focalisent sur l'œuvre civilisatrice et missionnaire », les réalisations sanitaires, scolaires et sociales, la mise en valeur et tendent à présenter une nouvelle image du colonisateur. Enfin, une troisième étape se caractérise par la volonté des autorités coloniales d'accorder le primat aux réalisations économiques et aux progrès technologiques, aux infrastructures (transports, électrification,

bâtiments, mines, ouvrages d'art, etc.), à l'industrialisation, à la mécanisation de l'agriculture, etc. Toutefois, au cours de cette dernière période, apparaissent, timidement, les premières photographies de troubles politiques, même si ces images sont édulcorées, et de représentants politiques africains, marquant le passage de la colonisation directe à la volonté d'associer des élites.

L'aube des années 30, point de départ de notre étude, correspond, comme nous l'avons vu, à un moment charnière de cette époque. En effet, une nouvelle ère coloniale s'ouvre en France avec l'Exposition coloniale internationale de Vincennes en 1931. Il est vrai que les français adhèrent, dans leur grande majorité, à l'idée coloniale, et semblent partager l'émerveillement produit par le décorum de Vincennes ; comme ils avaient été sensibles à la célébration, l'année précédente, du centenaire de la conquête de l'Algérie. De fait, les sept millions de visiteurs qui se présentent aux portes de l'Exposition suffisent à souligner cette impression, le triomphe de l'idée coloniale en France, l'apothéose de la « plus grande France ». L'élan remonte sans aucun doute la décennie précédente à des hommes comme Albert Sarraut. Alors ministre des Colonies, celui-ci traçait très précisément la voie à suivre pour convaincre les français par une propagande active de l'Etat en matière coloniale : « Il est absolument indispensable qu'une propagande méthodique, sérieuse, constante, par la parole et par l'image, le journal, la conférence, le film, l'exposition, puisse agir dans notre pays sur l'adulte et l'enfant [...]. » Pourtant, c'est un étrange univers qui ouvre ses portes en mai 1931 à la lisière de la capitale, présentant un mélange d'exotisme et d'apparitions spectaculaires tels la monumentale reconstitution du temple d'Angkor, les ruelles et négoce de souks tunisiens, l'impressionnante mosquée soudanaise avec ses hauts murs ocre, ou encore les chameliers mauritaniens, les piroguiers »typiques« venus de l'AEF, les Annamites ou les « étranges » Canaques. Et tant d'autres « images », que la plupart des visiteurs découvrent pour la première fois. Nous sommes sans aucun doute loin de cette indifférence des décennies précédentes, déplorées par les coloniaux depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

C'est une nouvelle époque qui s'ouvre avec les fastes de Vincennes ; c'est aussi une nouvelle étape de la mise en forme d'une propagande coloniale structurée. La photographie prend alors une place de plus en plus marquée dans les moyens de communication des agences et officines liés au ministère des Colonies. Mais ce faste colonial, de par son caractère international et son retentissement immédiat sur l'opinion publique, s'il semble marquer l'apogée du système, a masqué à beaucoup les premiers craquements de l'édifice impérial français. Les troubles provoqués par le transfert, en faveur de la France et de l'Angleterre principalement, des anciennes colonies allemandes après le traité de Versailles, accentués par la croisade pour « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » du président Wilson et la condamnation active du système colonial par l'Union soviétique, sont en train de redistribuer profondément les cartes du problème colonial dans les enjeux internationaux. Pour la France, la

« révoltée d'Abd El-Krim e 1925 et la « rébellion » du Yen-Bay en 1930 sont des signes avant-coureurs de la crise qui s'annonce. Mais bien peu d'observateurs avertis et de Français perçoivent ces changements profonds. Au sommet de l'Etat lui-même, une doctrine impériale est très clairement proclamée dans les années 1930 et 1931 et trouve une formulation nouvelle. À l'image de Paul Reynaud, alors ministre des Colonies qui rappelle, dans un extrait de *l'Empire français* publié en 1931 (qui est également le texte du discours prononcé à l'inauguration de l'Exposition coloniale), que cette manifestation était destinées à donner aux français « conscience de leur Empire, pour reprendre le mot des hommes de la Convention. Il faut que chacun d'entre nous se sente citoyen de la plus Grande France, celle des cinq parties du Monde [...] ».

Cependant, l'opinion publique et une large majorité des politiques n'ont pas encore, semble-t-il, complètement intégrés dans leur imaginaire et dans leur pensée politique ce domaine colonial que les notables du Parti colonial présentent comme le prolongement naturel de la France métropolitaine.

Tout au long de l'entre deux guerres, ils vont s'attacher en mettre en place les structures d'un organisme moderne d'information et de propagande coloniales. On est frappée de voir aujourd'hui que ce processus se concrétise par la création d'une nouvelle structure de propagande (l'Agence économique des colonies) au moment de l'arrivée au pouvoir d'Edouard Daladier et l'affirmation du mythe du « repli impérial » dans les années 1938\_1939. Au lendemain de la défaite, le régime de Vichy, s'appuyant sur cette structure, va créer en janvier 1941 un organisme de propagande coloniale, placé sous l'autorité de Jean Masselot, qui regroupe la majeure partie des services de documentation photographique, un service d'information pour le public, les industriels et la presse, une bibliothèque, un organisme de placement Outre-mer, un service de propagande ( exposition, semaine de la France d'Outre-mer, Quinzaine impériale, train colonial, etc.), un magasin permanent d'exposition qui propose des produits, photographies, livres, brochures, etc. Sous le nom d'Agence économique des colonies, ce service prend en charge le discours de l'Etat en matière coloniale. Il devint un élément central du dispositif de propagande au point qu'après la Seconde guerre mondiale, il est maintenu sous le nom d'Agence économique de la France d'Outre-mer, son personnel étant conservé dans ses fonctions. Sous le gouvernement de Vichy, on assiste à un second apogée de l'imaginaire colonial. L'Empire était aussi au centre des préoccupations des premiers français qui s'opposaient au régime du maréchal pétain. Un grand nombre d'entre eux sont des coloniaux, militaires ou issus de l'administration coloniale. Les territoires d'Outre-mer représentent pour eux les derniers espoirs de reconquête et de revanche, ultimes refuges pour organiser la lutte et le retour en métropole. Tous, avec des parcours différents et des idéologies distinctes, se retrouvent dans ce mythe impérial. Si les Français ont été sensibilisés aux questions coloniales tout au ONG de ces années, c'est aussi grâce à la presse, dont l'engouement pour l'Empire se retrouve

dans la majorité des périodiques de l'époque, bien souvent guidés par le lobby colonial. En effet, après un certain effacement des questions coloniales dans la grande presse, de la première Guerre mondiale à la guerre du Rif, de nombreux journaux développent déjà activement le thème colonial à partir des années 1927-1928. À l'image du supplément colonial du journal *le Temps* ou de *l'Ami du peuple* de Coty, mais aussi du *petit journal de la Croix*, du *Journal*, du *Matin* ou du populaire *le petit Parisien*, et même dans les colonnes du quotidien de la SFIO *le Populaire*. Dans les articles de presse précédant l'exposition coloniale de 1931, la Maghreb occupe la première place dans les pages traitant des questions coloniales. Des articles sur la situation en Indochine et la glorification de l'« œuvre » française au Maroc sont également publiés ; mais le thème colonial occupe une place inférieure à 1% (pour la période 1920-1930) —voire beaucoup moins— de la surface de la grande majorité des principaux journaux français. Ce qui frappe, à partir de 1927, c'est le soudain engouement dans la presse métropolitaine pour les questions coloniales et particulièrement pour l'Afrique subsaharienne. On peut citer, parmi les enquêtes et reportages les plus marquants de l'époque, ceux d'Albert Londres « *Quatre mois parmi nos noirs d'Afrique* » dans le *petit Parisien* en 1928 ; ou le directeur de la Ligue maritime et coloniale, Maurice Rondet-Sain, pour le *petit journal*, « *À travers le continent noir* » de janvier à février 1929 ; de juin 1928 à mars 1929, dans les colonnes du journal *Le Temps*, les lecteurs découvrent « *A travers l'Afrique* », présenté comme une véritable enquête coloniale, sous la plume du chroniqueur colonial du journal, Robert Poulain, et, pour *Le Journal*, le périple en AOF de Georges-R. Manue, publié en mai 1928 ; enfin ce sont « *les instantanés d'Afrique centrale* » que le *Petit Journal* propose à ses lecteurs d'avril à mai 1928.

La presse est unanime pour glorifier l'entreprise coloniale de la France. De même, les publications officielles sont légion tout au long de l'année 1931 (comme *l'exposition coloniale internationale*, 1931. *Son but, son organisation* ou le *Livre des Colonies*).

Les Français semblent enfin répondre à l'appel des responsables des ministères des Colonies et des fonctionnaires de l'Agence générale des colonies. Cette période est un tournant dans l'histoire des mentalités françaises. En effet le discours sur le domaine colonial se retrouve intimement lié à la réflexion globale sur la société française. Cette réflexion dans laquelle le Parti colonial n'exerce plus son hégémonie, pose aux fonctionnaires des différents ministères concernés du problème de l'administration, de la mise en valeur de l'Empire et de sa complémentarité pour la métropole. Cette décennie où la connaissance du continent africain se précise — grâce aux études menées dans tous les domaines des sciences humaines— est aussi celle au cours de laquelle se crée ce que l'on pourrait appeler une « conscience coloniale ». C'est la période des premières liaisons aériennes avec l'Afrique, des grands périple et voyages à l'intérieur du continent noir, de la littérature populaire qui exalte l'exotisme et l'aventure coloniale, du cinéma qui

plonge ses caméras au cœur de l'Algérie. L'image d'une « France de cent millions d'habitants », répartis sur tous les continents, est présentée comme un des fondements essentiels de la conscience nationale.

Dans cette nouvelle vision du monde, l'Afrique française occupe une place de premier plan. On peut évoquer, pour mieux appréhender cette période fondamentale, les principaux sondages d'opinions réalisés dans l'immédiat d'avant-guerre et à l'aube des années 50. Seulement 45% des sondés de 1939 pensaient que la France « avait bien travaillé » dans l'Empire. En février 1939, l'Ifop, dans l'un des premiers sondages concernant le domaine colonial de la France, nous apprend que 44% des français, contre 40%, « sont décidés à se battre plutôt que de céder la moindre partie de nos possessions coloniales ». Dans la même enquête, 53% des sondés estiment « aussi pénible de devoir céder un morceau de notre Empire colonial qu'un morceau du territoire de la France ». Une majorité des Français, majorité faible mais réelle, avait donc le sentiment en 1939 que l'Empire, c'était la France. En 1949, l'Insee réalisa un sondage sur les « Français et leurs colonies ». A la question « Pensez-vous que la France avait intérêt à avoir des colonies ? », 81% des sondés répondirent positivement. Au début des années 50, le sentiment de l'utilité de l'Empire est donc solidement enraciné.

La fin de la seconde Guerre mondiale ouvre pourtant une ère de remise en question globale des empires coloniaux. Ce bouleversement se manifeste hors de France par l'activisme anticolonial dont font preuve dans les organisations internationales —et particulièrement à l'ONU— les Etats-Unis et l'URSS, bientôt rejoints par les premiers pays nouvellement indépendants. La montée des nationalismes locaux, au Maghreb et en Asie, est favorisée par le conflit qui a redonné une nouvelle vigueur à l'idée de « dette de sang », et affaibli le prestige des puissances coloniales, la Grande-Bretagne et surtout la France, vaincues dès les premières semaines du conflit, puis impliquée dans la collaboration avec les troupes d'occupation. Enfin, les effets de la propagande de l'axe en Afrique du Nord, qui avait fait miroiter la perspective de l'indépendance aux leaders nationalistes, se font sentir au lendemain du conflit, dans l'émergence des mouvements indépendantistes et insurrectionnels. En Algérie, des émeutes, très durement réprimées, éclatent à Guelma et à Sétif en 1945 ; en Indochine, c'est le début de la guerre contre le Viêt-minh ; à Madagascar, le soulèvement de 1947 entraîne une répression faisant plusieurs dizaines de milliers de morts ; en Côte d'Ivoire, la création du Rassemblement démocratique africain en 1946, apparenté à l'Assemblée nationale au parti communiste français, déclenche l'hostilité de l'autorité coloniale. Enfin, en métropole même, se développe un mouvement de contestation du fait colonial à partir de l'intensification des opérations en Indochine et, surtout, des événements en Algérie en 1954. À cela, il faut ajouter l'action des politiques africains, regroupés en partis progressivement autonomes à l'Assemblée nationale, et les différents



mouvements des intellectuels et des étudiants africains en métropole, qui développent leurs activités à partir de 1950.

C'est donc dans un contexte incroyablement plus difficile que celui avant-guerre que se déploie la propagande coloniale officielle. La France se trouve dorénavant dans la position d'une puissance moyenne qui doit justifier son action Outre-mer devant l'ONU, notamment pour les territoires sous mandat du Cameroun et du Togo. Alors que la guerre d'Indochine, présentée comme un combat du « monde libre » contre l'avancée communiste, s'inscrit dans la stratégie de la guerre froide, la guerre d'Algérie, dans laquelle les indépendantistes algériens sont soutenus par des Etats nouvellement indépendants (dont le Maroc et la Tunisie), devient le symbole mondial de la lutte contre le colonialisme. Le service de presse de l'ambassade de France à New York reçoit régulièrement des clichés des services de documentation du ministère des Affaires étrangères, le contrepoids des images distribuées aux médias américains étant censé provoquer une réaction de sympathie de la part de l'opinion américaine. Pour autant, cette propagande n'aura pas entravé la montée de l'hostilité à l'égard de la France, comme le prouvent les assemblées de l'ONU consacrées à la guerre d'Algérie. Devant ces nombreuses difficultés extérieures et intérieures, l'action de la propagande s'identifie de plus en plus à une entreprise de justification du maintien de la France en Afrique. Après 1945, les agences et organismes du ministère de la France d'Outre-mer et du ministère des Affaires étrangères vont donc concentrer leurs efforts sur les grandes réalisations économiques et la modernisation de l'Empire, et fixer leur démonstration sur le nécessaire développement économique du continent, selon le discours alors tenu par les gouvernements successifs de la IV<sup>e</sup> République. Désormais, la France se présente comme le promoteur du développement censé profiter aux Africains et seulement par voie de conséquence aux Français, par l'ouverture d'un marché de consommation plus vaste pour les entreprises françaises dans l'Empire, l'intégration de la zone CFA dans le nouvel espace économique européen, et le repli possible sur l'Empire considéré, dans la continuité des années 30, comme un inépuisable réservoir de matières premières. Le discours sur le développement économique de l'Afrique française va accompagner le programme de planification décennal (scindé en deux périodes de cinq ans par la loi d'avril 1946) qui doit assurer « la transformation des territoires d'outre-mer en pays modernes pour tout ce qui concerne leur équipement public et privé ». Les perspectives modernistes tracées par ce plan ne sont pas éloignées de celles dessinées par le gouvernement de Vichy. Les principaux axes de ces programmes de développement portent d'une part sur la modernisation de l'appareil productif et la mécanisation progressive de l'agriculture, l'« enseignement de la notion de la productivité » aux populations « indigènes » par l'application de plans de développement conditionnant des aides financières aux petits producteurs et l'introduction d'« entreprises pilotes ». D'autre part, dans la tradition saint-simonienne, les infrastructures de transports (routes et pistes, voies ferrées, voies

d'eau, lignes aériennes, etc.), censées contribuer au désenclavement des régions continentales isolées et favoriser l'augmentation de la rotation du capital, sont l'objet d'une attention particulière. Toute la production photographique rassemblée et diffusée par l'Agence économique et diffusée par l'agence économique de la France d'Outre-mer et d'information du ministère des Affaires étrangères va correspondre, dans cette période de l'après-guerre, aux ambitions assignées par le premier plan de modernisation. On remarque alors la multiplication des images de routes en construction, de ponts, de ports, d'aérodromes, de tracteurs, de moissonneuses-batteuses et de fermes modèles. Ces clichés répondent aux perspectives de la phase initiale du plan décennal (1946-1952), qui se solde par un échec certain. La seconde partie du plan décennal (1952-1956) en revient à des projets d'infrastructures plus en rapport avec les possibilités financières de la France. De nombreux clichés représentant les mêmes ouvrages d'art (avec parfois des légendes différentes) — pris sous tous les angles imaginables — témoignent de la volonté des services d'obtenir et de publier le maximum d'images sur les principales réalisations. Il s'agit de prouver, comme le soulignent les reportages et les légendes qui accomplissent ces clichés, que la France met bien en œuvre une politique ambitieuse, marquée par le gigantisme. A cet égard, les photographes rencontrés pour la réalisation du présent ouvrage nous ont confirmé qu'ils soumettaient l'Agence des légendes à insérer sous les documents photographiques ; mais les textes définitifs (« mentions obligatoires ») ne sont que très exceptionnellement ceux proposés par les auteurs. Cette situation, qui donne une importance capitale au texte figurant automatiquement aux côtés des clichés, justifie le choix qui fut le nôtre de faire figurer systématiquement sur les clichés présentés dans cet ouvrage les légendes réalisées par les différents services et, dans le cas les plus flagrants d'interprétation tendancieuse, d'apporter certaines précisions ou commentaires. Cette standardisation du discours colonial est la conséquence d'une stratégie en trompe l'œil : la France, dans une période de remise en question de son action coloniale, semble s'effacer derrière la modernisation.

La générosité de la métropole n'est plus ostensiblement affichée, mais suggérée à travers l'image. De plus, les pouvoirs publics commencent, à partir de 1956, à accorder une attention particulière aux « évolués » formés en métropole. Apparaissent alors, dans les séries et missions photographiques commanditées par l'administration coloniale, des fonctionnaires, des infirmiers, des instituteurs africains, symbolisant la nouvelle politique de promotion d'élites autochtones. La rupture entre l'avant-guerre et l'après-guerre est donc nette, le discours tenu par l'image tend à se réduire à un étalage sur le thème du développement économique et social du continent. L'Afrique « française », à travers ces images, donne l'impression d'être une étendue offerte aux efforts d'uniformisation culturelle, sociale, religieuse et économique de la métropole. Elle apparaît comme un continent en chantier mais déjà moderne, doté d'importantes infrastructures économiques, administratives, scolaires, sanitaires et sociales. Une Afrique en voie d'«européanisation».

Pourtant, le décalage avec la réalité sur le terrain est manifeste. On sait que la modernisation du continent les programmes de scolarisation et les infrastructures d'accueil sanitaires, malgré de réels efforts de financement, eurent des résultats limités. En fonction de ce décalage, ces images ont-elle eu l'impact recherché, autrement dit, ont-elles fonctionné ? Devant l'évolution politique rapide de l'Afrique, qui conduit aux in dépendances, on constate aisément que la propagande d'Etat a échoué. En cela, et notamment par rapport à l'action entreprise à l'étranger (l'attention particulière portée aux organisations internationales ou au discours sur les « élites » africaines francophiles en témoigne), ces images suggèrent un éloignement de plus en plus marqué \_ et lisible pour les contemporains\_ avec la réalité politique de l'après-guerre. Le discours sur le développement de l'Afrique et la mission civilisatrice de la France fonctionne de plus en plus mal auprès des populations africaines, progressivement gagnées au nationalisme (ou du moins à ne plus large autonomie politique), et auprès d'une opinion publique qui commence à s'interroger, à partir de 1956, sur la nécessité d'engager des hommes et des moyens financiers dans un Empire dont le maintien semble déjà compromis. L'objectif initial que souhaitaient atteindre les commanditaires de ces clichés ne fut pas réalisé. Ces images ont pourtant façonné d'une manière durable l'inconscient des métropolitains, auxquels elles s'adressaient en priorité. Une majorité de Français est encore aujourd'hui sensible à ces représentations, très éloignées de la réalité coloniale. C'est peut-être ici que l'on peut le mieux appréhender le débat national qui, depuis trente ans, divise les Français sur le bilan de la colonisation. Le matériau image est indispensable pour comprendre cette histoire, commune à l'Europe et à l'Afrique, pour aborder la stratégie coloniale et les mécanismes qui ont régi la politique coloniale suivie par les gouvernements successifs depuis la période de l'entre-deux-guerres. Mais aussi pour appréhender l'histoire des mentalités métropolitaines face à l'entreprise « impériale » et la formation de l'imaginaire occidental sur l'Afrique et ses populations.

En définitive, la fiction coloniale a pénétré beaucoup plus profondément l'inconscient collectif des français que tous les événements, les réalisations ou faits liés à l'entreprise Outre-mer de la France. Aujourd'hui le rire de « *Y'a bon Banania* » fait partie de la mémoire collective des Français, alors que le nombre de tirailleurs morts pour la France au cours des deux guerres mondiales n'est connu que par un faible nombre de spécialistes. L'image du personnage africain dans l'iconographie a pourtant évolué. Au début du siècle et durant l'entre-deux-guerres, celle-ci renvoyait par renversement à la définition de l'« homme » occidental (une sorte de *négatif* du Blanc). Par la suite, les photographies diffusées par les agences officielles renvoient au contraire à une identification forcée de l'Afrique au mode de développement occidental dans le cadre d'une idéologie productivité (que l'on retrouve par la suite dans la propagande véhiculée par certains Etats africains indépendants).

En fait, cette vision semble faire partie d'un discours de l'Occident qui perçoit ses valeurs comme universelles. Ce discours sous prétexte de

parler de l'Afrique et de ses populations, entretient les mythes justifiant son expansion mais, en même temps, dessine l'avenir culturel et économique qu'il s'est tracé et souhaite étendre à l'humanité. La représentation de l'action coloniale de la France est restée celle diffusée par les mouvements d'opposition au colonialisme\_ minoritaires jusqu'au milieu des années 50\_ et celles proposées par la grande presse— comme Paris-Match— pendant la guerre d'Algérie. A ce niveau de lecture, ces images ont triomphé, bien au-delà des espérances immédiates des fonctionnaires du ministère des Colonies, puisque ce modèle de développement, en germe dans ces clichés, s'est imposé sur tout le continent pendant plus de trente ans.